

# « Un manque flagrant de courage »

Salariés à la Maaf et la Maif, Emmanuel et Frédérique déplorent que l'urgence écologique soit absente des débats.

**MOI PRÉSIDENT(E)**  
► QUELLES SERAIENT VOS PREMIÈRES MESURES EN MATIÈRE D'ENVIRONNEMENT ?

Tanguy, agriculteur



Tanguy, 46 ans, agriculteur à Cersay.

« Avant tout je redéfinirais la notion du mot environnement face à l'attente des consommateurs. Aujourd'hui on entend : zéro pesticide, 100 % bio, priorité au bien-être animal... Mais à quel prix et pour qui ? En matière de qualité environnementale, il vaut mieux travailler la terre mécaniquement que d'importer des produits dits « bio » qui parcourent souvent plusieurs milliers de km pour arriver dans nos assiettes, et quid de la taxe carbone ? Moi, je privilégierais une agriculture raisonnée, respectueuse des normes sanitaires qui lui sont imposées, de l'environnement et surtout permettant de produire une alimentation saine, de qualité et accessible à tous. »

Jeanne, enseignante



Jeanne, enseignante, 57 ans, de Moncoutant sur Sèvre.

« Sensible à la nature et l'environnement, si j'étais présidente, j'agirais pour diminuer la pollution : réduire les déchets, revoir sa consommation énergétique, s'alimenter différemment, éviter le gaspillage alimentaire et limiter sa consommation d'eau. Notre terre : Je ferai en sorte de donner une belle image des agriculteurs qui font fructifier notre terre. Je cesserais de leur imposer des normes contraignantes. La biodiversité : la perte de la biodiversité pouvant avoir des conséquences néfastes directes sur notre santé, ou provoquer des dérèglements entraînant des catastrophes naturelles. Je prendrais des mesures pour stopper la déforestation et empêcher la surpêche qui perturbe les fonctionnalités des écosystèmes. »



Son heure semblait venue. Entre crise sanitaire sans précédent et multiplication des signaux alarmants du dérèglement climatique, l'environnement avait tout pour s'imposer comme un des enjeux forts de la campagne présidentielle. Mais à un mois et demi du 1<sup>er</sup> tour, le débat public sonne creux. Au grand dam d'Emmanuel et de Frédérique, salariés dans deux mutuelles niortaises, convaincus de l'urgence du changement et de la nécessité d'agir collectivement.

## « UN DÉNI IRRESPONSABLE »

« A part quelques bribes, on n'entend rien. C'est le néant, le grand absent. » Le constat est aussi noir que les projections du GIEC (Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat). « Et malheureusement, ça ne me surprend pas. Le sujet dérange, met mal à l'aise les candidats. Je ne sais pas si les sphères du pouvoir sont à ce point déconnectées de la réalité mais il y a, globalement, un manque flagrant de courage et une méconnaissance de la situation », pointe Emmanuel, expert en risques naturels et prévisionniste à la Maaf (groupe Covéa). « Personnellement, ce silence me fait peur. C'est comme si on se complaisait à ne rien faire, à attendre le pire en espérant passer entre les gouttes le plus longtemps possible. C'est irresponsable d'être dans le déni et la résignation », renchérit Frédérique.

## « L'ÉCONOMIE PRIME »

Pour les deux, cette inaction pulse sa source dans les fondements de notre société. « Ce n'est pas être complotiste que d'affirmer que l'économie régit notre système. Les lobbys industriels fixent le cap à suivre sans se



Niort, le 10 février. Salariné à la Maaf, Emmanuel Moreau fait partie des « vélotafeurs ». « Aujourd'hui, si je dois prendre ma voiture seul pour venir travailler, je culpabilise. »

préoccuper des incidences sur nos conditions d'existence. Si elle se fend de discours invitant à la conscientisation, la classe politique ne fait que maintenir ce déséquilibre qui va conduire à notre perte », tacle Frédérique. « On voit bien que la réalité économique imprime nos modes de vie. Face aux multinationales, les politiques n'ont pas ou peu de prise. Mais ce n'est pas une excuse. Il y a une forme d'acceptation qui n'est pas tolérable au regard des défis qui nous attendent », prolonge Emmanuel.

## « EN AUTO, JE CULPABILISE »

Si « l'impuissance » caractérise les candidats aux yeux des deux salariés, ces derniers estiment que « l'impulsion » doit aussi venir des citoyens. « S'il ne prétend pas être un modèle », Emmanuel a fait de son vélo son moyen de transport privilégié « dans un rayon de 5 kilomètres » autour de son domicile en centre-ville. « Par hygiène de vie » mais aussi

par conviction. « Ce n'était pas le cas au début mais aujourd'hui, je culpabilise si je prends ma voiture seul pour venir travailler », reconnaît ce père de famille de 49 ans désireux d'être « en phase » avec l'environnement qui l'entoure. « Pour moi, c'est une source d'épanouissement. Je m'interroge souvent sur mon impact sur la nature et la chaîne alimentaire », poursuit ce jardinier amateur. Frédérique, 50 ans, roule toujours « au diesel » mais utilise surtout « les bus gratuits » pour se déplacer. Celle qui se définit « comme une bobo de gauche » est également une adepte des circuits courts. Chaque semaine, elle se fournit en fruits et légumes auprès d'une Amap locale (Associations pour le maintien d'une agriculture paysanne, NDLR). « J'évite au maximum les supermarchés. Quand je vois la quantité d'emballages que je ramène, je suis en colère contre moi-même », lâche cette maman devenue « végétarienne » dans le sillage de son ado de fille. « Le confinement a été un déclin. »

## « CHOQUÉ »

S'ils ne se connaissent pas, Emmanuel et Frédérique partagent le même regard critique sur le projet des treize retenues d'eau à des fins d'irrigation agricole conduit dans le

sud Deux-Sèvres. « Ce n'est pas parce que je suis une citadine que je ne m'intéresse pas à cette problématique essentielle sur le territoire », confie celle qui ne rate plus une manifestation des anti-bassines depuis deux ans. « Ce combat est indispensable. Le protocole n'a plus de sens. Même la commission européenne demande des comptes. Et le préfet continue d'avancer coûte que coûte sans se préoccuper des bouleversements sur l'écosystème. Il ne faut pas lâcher le morceau maintenant. » Moins engagé, Emmanuel n'en demeure pas moins « choqué » par la création de ces réserves. « Stocker l'eau, ce n'est pas condamnable en soi mais à quoi va servir la ressource ? Si des dizaines de millions d'euros d'argent public servent à une minorité d'agriculteurs pour promouvoir des cultures inadaptées sur notre sol, je ne peux que trouver ça aberrant », commente le quadragénaire qui s'inquiète des conditions de remplissage. « A l'avenir, les périodes de recharge vont être réduites et les épisodes de canicule vont s'intensifier. Autrement dit, il y aura moins d'eau à pomper dans les nappes et l'évaporation va être plus forte. Pour moi, ce n'est pas solution d'avenir. »

Julien RENON



Chaque mercredi, retrouvez l'essentiel de l'actualité politique dans nos territoires, à l'approche de l'élection présidentielle (10 et 24 avril) et des élections législatives (12 et 19 juin).

Pierre, agriculteur



Pascal, agriculteur à Saint-Pardoux-Soutiers.

« Je voudrais qu'on progresse sur nos énergies, exploiter les ressources naturelles, l'air, l'eau, le soleil, tout en préservant ces éléments essentiels à la vie de notre planète. Je favoriserais les énergies les plus propres. Il faut être autonome en local. Nous avons une agriculture la plus propre au monde, il faut que nos agriculteurs puissent en retirer un revenu décent. Éviter le gaspillage alimentaire. Je continuerais à favoriser l'utilisation de matériaux recyclables. Comme l'a dit Antoine de Saint-Exupéry « nous n'héritons pas de la terre de nos parents, nous l'empruntons à nos enfants »

Magali, chargée d'études



Magali, Niort, chargée d'études

« J'installerais un composteur par rue chez un particulier mais accessible à tous et que chacun pourra utiliser. Je proposerais aussi un confinement d'un mois par an, mais pas toujours le même (calendrier tournant) ; on a vu les bénéfices sur l'environnement et la pollution en 2020. Cela aura plein de conséquences comme revoir les périodes de vacances scolaires. Je négocie avec mes homologues en Europe et à l'international. Je supprime à terme les voitures en boîte manuelle de vitesses qui créent une pollution que les boîtes automatiques réduiront. J'impose plus de travail hybride entre le présentiel et le télétravail. Je veux aussi un développement des « tiers lieux » où se rencontreront plus souvent les générations pour partager connaissances, travail, activités diverses (coudre, cuisine, cours de langues, recyclage...) ; j'y favoriserais les échanges de services et le troc pour limiter les déchets. Enfin je permets à certains types d'habitation mobiles et démontables d'être reconnues comme celles « en dur » : yourtes, tiny houses

## A SAVOIR Contributeur du Livre blanc

Fin janvier, Covéa, leader français de l'assurance auto et habitation dont fait partie la mutuelle niortaise Maaf, a publié un Livre blanc consacré au changement climatique, à son impact sur la sinistralité et ses conséquences en matière assurantielle à l'horizon 2050. D'ici moins de trente ans, le groupe prévoit une augmentation de 110 % des dommages dus aux inondations, de 130 % pour les crues éclair, de 60 % pour la sécheresse et de 20 % pour la grêle. Emmanuel Moreau fait partie des quatre contributeurs de l'ouvrage co-rédigé par Gilles André et Romain Marteau. Il s'est notamment penché sur la question des inondations et de la grêle.

tion de 110 % des dommages dus aux inondations, de 130 % pour les crues éclair, de 60 % pour la sécheresse et de 20 % pour la grêle. Emmanuel Moreau fait partie des quatre contributeurs de l'ouvrage co-rédigé par Gilles André et Romain Marteau. Il s'est notamment penché sur la question des inondations et de la grêle.